

Décembre 2002

N° 68

# CONTRATOM

## Rassemblement européen à Strasbourg



Aurélien Dutta

**10 000 manifestant-e-s  
pour la sortie du nucléaire**

# Edito

Chères amies et chers amis ContrAtomistes !

En cette fin d'année, toute l'équipe du comité tient à vous remercier très chaleureusement de toutes les marques de confiance, de solidarité et d'amitié que vous accordez à ContrAtom.

Que ce soit par votre présence aux diverses actions, par votre appui financier ou tout simplement par le temps que vous consacrez à nous lire, votre soutien nous est infiniment précieux !

Durant l'année qui vient de s'écouler, votre association s'est dépen-sée sans compter pour mener à bien ses diverses campagnes et ac-tions.

**La saga OMS/AIEA** a été réactivée avec la remise de 2500 signatu-res, respectivement à l'OMS et à l'ONU, demandant une nouvelle fois que l'OMS se libère des liens contre nature qui l'enchaîne à l'Agence internationale pour l'énergie atomique.

**A la mission de Biélorussie**, c'est près d'un millier de lettres que nous avons déposées pour demander la libération de Youri Bandazhevsky. Ce dernier se trouve, hélas, toujours incarcéré et son état de santé est alarmant (lire à ce propos les pages 6 et 7).

**Pour contrer la LME**, nous avons sorti l'artillerie lourde, affiche format mondial, tract ravageur etc... avec le succès que l'on connaît. Cette victoire fut d'autant plus délicate à savourer qu'elle se doublait du refus du canton de Nidwald d'accueillir la galerie de son-dage prévue dans la montagne du Wellenberg, faisant ainsi la nique à la CEDRA-NAGRA (coopérative pour l'entreposage des déchets ra-dioactifs) !

Forts de ces derniers succès, nous voilà donc gonflés à bloc pour affronter les défis qui sont à la porte !

En premier lieu, il nous faudra **gagner les votations sur nos initiati-ves « Sortir du nucléaire » et « Moratoire plus »**. La date du scrutin devrait être fixée pour fin mai 2003. Cette votation revêt une extrême importance pour l'avenir. Elle déterminera ou non l'amorce d'une sortie du nucléaire. A nous de convaincre nos concitoyens, à commencer par notre entourage. Chaque voix gagnée à notre cause pèsera de tout son poids dans la balance !

Parallèlement à ces votations, il faudra peut-être aussi contrer, par voie de référendum, le projet de loi honteusement pro nucléaire du Conseil fédéral intitulée LEnu (loi sur l'énergie nucléaire).

Cette LEnu est actuellement encore pendante aux Chambres (Con-seil des Etats et Conseil national) qui ont par ailleurs d'ores et déjà refusé nos deux initiatives !

**Sur le plan cantonal**, nous devons mettre en place des stratégies pour que Genève devienne, dans un proche avenir, un canton unique-ment desservi par de l'électricité de sources renouvelables et veiller aussi à ce que la politique des SIG ne comporte plus de «contrats» non-transparents, avec certains de leurs gros consommateurs, qui ne s'inscriraient pas dans le cadre de la politique tarifaire ordinaire (et antinucléaire!) du canton, comme ça a été le cas sous prétexte de fidélisation de gros clients dans la perspective de feue la LME.

**A propos du CERN**, il nous appartiendra d'exiger du Conseil d'Etat qu'il donne suite à notre pétition - déposée en 1997 déjà - et qui demandait que soit réalisée une étude indépendante sur les différents problèmes liés à la radioactivité découlant des activités du CERN, pétition demeurée sans réponse à ce jour.

Par ailleurs, étant donné que la radioactivité n'a pas de frontière, nous appuierons sans réserve l'opposition des antinucléaires français et européens au projet de construction d'un nouveau type de réacteur européen: l'EPR (voir p. 4 et 5). Et il va sans dire que nous serons extrêmement attentifs à toute velléité du gouvernement français à vouloir réactiver Superphénix, crénom!

Avec vous donc, fidèles ContrAtomistes, pour la sortie du nucléaire, toujours et partout ! Et que vive ContrAtom !

**Anne-Cécile**

Ont participé à la réalisation de ce numéro:

Paul BONNY

Fabienne GAUTIER

Philippe GOBET

Olivier de MARCELLUS

Gino NIBBIO

Chaïm NISSIM

Philippe PROGIN

Anne-Cécile REIMANN

Philippe de ROUGEMONT

Pierre VANEK

## Sommaire

Edito.....	2
Suisse.....	3
Strasbourg-EPR.....	4-5
Bandazhevsky.....	6-7
Jadugoda/Inde.....	8
OMS.....	9
Suisse.....	10-11
Allemagne.....	12
Livres.....	13
Grande-Bretagne.....	14
Genève.....	15
Brèves.....	16-17
Etats-Unis.....	18
Renouvelables.....	19
Nouvelles de ContrAtom.....	20

Tirage 1300 exemplaires  
Imprimerie du Lion

Cotisation annuelle  
(avec l'abonnement):  
40.- Fr.

Abonnement uniquement:  
30.- Fr.

Soutien:  
60.- Fr. ou plus....

CCP 12-13446-0

CONTRATOM  
CP 65  
1211 Genève 8

téléphone/répondeur/fax:

022 740 46 12

<http://www.contratom.ch>

[info@contratom.ch](mailto:info@contratom.ch)

N'hésitez pas à appeler notre se-crétariat pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

# A plein gaz et à tombeaux ouverts... Berne roule pour le nucléaire!

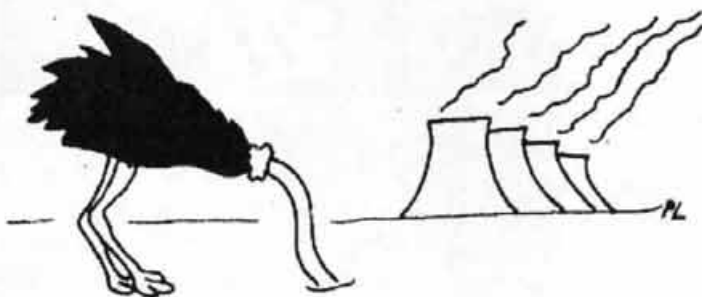
Le parlement belge adoptait début décembre une loi prévoyant la sortie du nucléaire entre 2015 et 2025, avec mise à l'arrêt des centrales ayant atteint 40 ans d'âge. Moins d'une semaine plus tard, à Berne, vendredi 13 décembre, le Conseil national, comme le Conseil des Etats, ont voté à une très large majorité (de droite) les deux arrêtés fédéraux refusant les initiatives populaires antinucléaires «Sortir du Nucléaire» et «Moratoire Plus» qui passeront sans doute en votation populaire au mois de mai.

Au moment du vote final au Conseil national, un parlementaire de l'UDC s'est même permis d'intervenir sur le caractère «trompeur et erroné» de l'intitulé de l'initiative «Moratoire plus», sous prétexte qu'elle prévoit le prolongement d'un moratoire, qui n'est formellement plus en vigueur depuis fin septembre 2000. Il en a exigé la «rectification du titre» par la Chancellerie fédérale et a dénoncé la différence entre cette proposition et le moratoire précédent, arguant que le nouveau moratoire serait reconductible par votes populaires successifs ! Cette possibilité dérange évidemment les représentants de ce parti soi-disant populaire.

## Béton, bagnoles et CO<sub>2</sub>

Au cours de la même session, le Conseil national s'est illustré en donnant un coup d'accélérateur formidable au bétonnage et au trafic routier, en adoptant un contre-projet à l'initiative dite *Avanti*, portée par le lobby de la bagnole (TCS, ACS), qui prévoit le triplement des autoroutes Lausanne-Genève et Berne-Zurich etc. En fait ce contre-projet n'a rien de «contre». Il va au contraire plus loin que l'initiative, avec le projet explicite d'un deuxième tunnel routier au Gothard et la création d'un fond *ad hoc*, juridiquement autonome, pour le financement des infrastructures routières. Celui-ci sera alimenté par la taxe sur les carburants et déroge à toutes les règles financières opposées, en temps ordinaires, aux projets qui n'ont pas le caractère «sacré» que revêt, aux yeux de la majorité qui règne à Berne, la défense et le développement du transport routier privé.

Cette décision jette une lumière crue sur le caractère mensonger de la campagne de votation pronucléaire déjà lancée à coups de grands placards couleur dans nos quotidiens par le lobby de la droite patronale *economiesuisse*. Cette campagne vise à associer le «couple» hydraulique + nucléaire en les présentant comme les deux piliers indispensables, l'un comme l'autre, de notre approvi-



sionnement électrique. Ces deux sources d'énergie sont présentées comme étant l'une et l'autre «bonnes pour l'environnement», en ce sens qu'elles ne produiraient pas de CO<sub>2</sub> ! Les questions des déchets et du risque majeur liées exclusivement à l'atome, sont évidemment escamotées. Or ce sont les mêmes milieux qui se préoccuperaient - soi-disant - de CO<sub>2</sub> et de l'effet de serre dans le débat sur le nucléaire, qui viennent d'ouvrir tout grand les pots d'échappement avec leur vote sur *Avanti* !

## Tout un train de mensonges

En outre, leur campagne a démarré avec une annonce naturellement mensongère, mais qui - en plus - calomnie les transports publics de ce pays en s'en prenant aux CFF ! Cette pub trompeuse présente une passagère dans un train et met en avant le slogan «Se déplacer aisément avec 40% d'énergie nucléaire». Or plus de 95% de l'électricité qui fait rouler les locos des CFF est d'origine hydraulique - notamment en provenance des centrales propres de la compagnie. Les CFF, soucieux de leur image environnementale, se sont d'ailleurs débarrassés de leurs parts dans les centrales nucléaires de Leibstadt et de Gösgen. Suite à cette affaire, les CFF ont demandé formellement à *economiesuisse* de retirer cette annonce.

## La valse des millions débute

Mais cette officine s'y est, assez naturellement, refusée. En effet, si elle s'interdisait le mensonge, elle serait bien en peine de dépenser les millions qu'elle entend «investir» pour assurer la pérennité du nucléaire dans ce pays. Rappelons que c'est avec plus d'une dizaine de millions de francs, qu'*economiesuisse* avait arrosé - sans succès - le pays d'annonces prônant la fatalité de la libéralisation-privatisation de notre secteur électrique avec la LME. Au vu de cette expérience, il est certain que leur pompe-à-

fric tournera encore plus fort dans les mois qui viennent. Ainsi, pour la seule «précampagne» en cours en faveur du nucléaire *economiesuisse* avoue sans sourciller un budget de 3 millions, la réalité étant peut-être au-delà !

## Plutonium et gaz à effet de serre

Pour en revenir au chapitre du CO<sub>2</sub>, relevons les propos du secrétaire d'Etat belge à l'énergie qui indique que «l'effort exigé pour le respect par la Belgique du protocole de Kyoto contre le réchauffement climatique ne sera que marginalement influencé par la sortie du nucléaire puisque la production d'électricité ne représente que 15% des rejets totaux de gaz à effet de serre».

En outre, il faut rappeler quelques vérités élémentaires. Par exemple que si l'on prend en compte l'ensemble du cycle allant de l'extraction de l'uranium au démantèlement des centrales et à la gestion des déchets dans la durée, le nucléaire produit - en sus du plutonium nécessaire à un éventuel holocauste nucléaire - une quantité appréciable... de CO<sub>2</sub>. Différentes études ont montré que - sur ce plan - les émissions dues à l'énergie nucléaire sont du même ordre que celles de centrales chaleur-force au gaz... Mais nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet!

Pierre VANEK

# Succès du rassemblement européen à Strasbourg le 20 octobre 2002

## Une sacrée belle manif !

Pour une belle manif, ce fut une belle manif ! Beaucoup de monde réuni dans une excellente ambiance, avec le soleil en prime !

Un grand rassemblement : quinze pays européens représentés, une immense chaîne humaine encerclant les institutions européennes, un die-in émouvant : 10'000 personnes couchées sur le sol pour simuler les conséquences d'une catastrophe nucléaire, une imposante marche dans les rues de Strasbourg, suivie, pour clore la manifestation, de prises de parole, dans toutes les langues, des représentants des diverses délégations européennes.

Toutes ces énergies réunies pour demander la sortie du nucléaire et pour dire non au nouveau programme de réacteurs nucléaires actuellement à l'étude !

## Les Suisses romands se font remarquer

La présence, haute en couleur, des Suisses romands – qui avaient fait le voyage à bord de deux minibus affrétés par le Comité romand de « Sor-



tir du Nucléaire » (merci Isabelle pour l'organisation tip-top !) – n'est certes pas passée inaperçue. Les membres de « Sortir du Nucléaire » avaient embarqué quatre ânes en papier mâché plus vrais que nature, flanqué chacun de l'étendard de l'un des quatre pays d'Europe qui s'entêtent dans le nucléaire, à savoir la Suisse, la France, la Grande-Bretagne et la Finlande. Les militants de Contratom, quant à eux, arboraient d'originaux couvre-chefs surmontés de nos cinq centrales nucléaires : Mühleberg et consorts, ornementées de la pomme de Guillaume Tell, d'une flèche transperçant la centrale, d'une tête de mort et d'un mignon

petit drapeau suisse perché tout en haut de l'édifice ! Les panneaux jaunes étaient bien sûr de la partie tandis que notre hymne antinucléaire, peaufiné durant le voyage dans le minibus : « Le nucléaire, c'est la galère, y'en a marre ... » (sur l'air de « Si tu veux faire mon bonheur, Marguerite »), chanté à tue-tête, rythmait la marche de notre petite formation ! Succès garanti !

## L'EPR

Voilà donc pour ce qui est de la partie anecdotique de mon compte-rendu. Abordons maintenant la question de l'enjeu fondamental qui a motivé ce grand rassemblement : le projet de mise en œuvre d'un nouveau réacteur nucléaire, l'EPR. Il s'agit d'un projet franco-allemand de réacteur européen à eau sous pression dont la réalisation constituerait la première étape pour préparer la construction des centrales nucléaires qui remplaceront les installations atomiques actuelles.

Petit retour en arrière pour celles et ceux qui veulent en savoir plus : en 1989, FRAMATOME<sup>1</sup> (France) et le groupe SIEMENS (Allemagne) ont créé une filiale commune nommée Nuclear Power International (NPI) dans le but de concevoir une centrale nucléaire qui serait plus sûre que les centrales actuellement en service et qui pourrait recevoir une autorisation d'exploitation à la fois en France et en Allemagne.

En 1992, leurs clients potentiels, EDF et les fournisseurs allemands se sont joints au projet.

En 1995, ces derniers confient à FRAMATOME, SIEMENS et NPI l'étude de la conception d'un réacteur révolutionnaire qui serait basé sur la technologie des réacteurs français et allemands les plus récents. Etant donné qu'entre-temps le gou-

Au secours : le nucléaire s'annonce pour le III<sup>e</sup> millénaire !

**Dimanche 20 octobre : tous à Strasbourg**  
**Une chaîne humaine autour du parlement européen**  
**contre la poursuite du programme nucléaire**

RASSEMBLEMENT EUROPÉEN organisé par le Réseau "Sortir du Nucléaire"  
 Place du dimanche - 67004 Strasbourg - 04 78 28 29 32 - www.sortirdunucléaire.org

vernement allemand s'est engagé à sortir du nucléaire, un premier EPR devrait forcément être construit en France, vraisemblablement sur le site d'une centrale nucléaire en service.

Le ralentissement des programmes nucléaires en Europe, qui a exacerbé la concurrence entre les entreprises sur les rares projets de centrales dans les pays ouverts aux importations, a rendu d'autant plus « souhaitable » la consolidation de l'industrie européenne.

En juillet 1999, FRAMATOME et SIEMENS signent un accord avec EDF qui concrétise leur coopération concernant ce réacteur, début décembre 1999, SIEMENS et FRAMATOME annoncent leur fusion ce qui leur permet de devenir les premiers industriels du nucléaire sur le plan mondial.

En septembre 2001, la création de l'AREVA (pôle industriel regroupant la COGEMA<sup>2</sup>, FRAMATOME et le CEA<sup>3</sup>), ainsi que l'accord entre EDF et la COGEMA pour le retraitement des déchets nucléaires jusqu'en 2015 confirme que l'Etat français est pensé au niveau européen comme le principal fournisseur d'électricité de l'Union européenne.

C'est ainsi que les députés de l'Assemblée nationale française vont être très probablement appelés à se prononcer sur un investissement de trois milliards d'euros pour la construction d'un prototype de réacteur EPR !

### Un scandale

En ce début de troisième millénaire, présenter le nucléaire comme une in-

dustrie d'avenir, propre et moderne, est absolument injustifiable et proprement scandaleux. L'Europe que nous léguerons à nos descendants doit impérativement se donner les moyens de sortir du nucléaire et ce n'est évidemment pas sur nos gou-



vernements respectifs que nous devons compter pour nous sortir de la pétaudière nucléaire. Alors que nous serions en droit d'exiger de ceux qui nous gouvernent et qui sont sensés nous protéger, qu'ils nous soutiennent dans notre combat pour la vie, force nous est de constater que ce sont les intérêts économiques qui prévalent le plus souvent dans leurs décisions.

### Vive la résistance citoyenne !

Or, si nous nous sommes rendus en grand nombre à Strasbourg, c'est bel et bien pour faire savoir haut et fort à la mafia atomiste internationale et à ceux qui la soutiennent, qu'ils doivent désormais compter avec la résistance citoyenne !

La gestion de notre environnement et de notre avenir n'est plus l'apanage des seuls politiciens, technocrates ou économistes.

Nous aussi, habitant-e-s de cette planète, avons notre mot à dire. Nous aussi faisons l'histoire. Cette terre est placée sous NOTRE responsabilité : la responsabilité de la conserver vivable pour la transmettre à ceux qui vont nous suivre. Et cette responsabilité nous comptons bien l'assumer. Cette terre, c'est NOTRE affaire à TOUS et il ne sera pas dit que nous la laisserons ficher en l'air pour un peu d'électricité ! Quand la pression venue d'en bas est suffisamment forte, ceux d'en haut finissent toujours par céder ! Faisons donc monter la pression, montrons-nous capables d'organiser, à l'instar des mouvements anti-mondialisation, une résistance citoyenne planétaire au nucléaire.

**C'est à cette condition que nous gagnerons notre combat pour la vie : Ensemble, partout, pour la sortie du nucléaire !**

**Anne-Cécile Reimann**

*Pour vous présenter l'histoire du projet EPR, j'ai pioché dans un papier produit par la CNT (Confédération Nationale du Travail) à Mulhouse.*

<sup>1</sup>FRAMATOME : groupe industriel français spécialisé dans la construction et le maintien des centrales nucléaires. Principaux actionnaires : Alcatel-Alsthom, CEA industrie, EDF, Crédit Lyonnais.

<sup>2</sup>COGEMA : Compagnie générale des matières nucléaires dont le capital est pour majorité aux mains de l'Etat français. Principaux actionnaires : CEA et Totalfina.

<sup>3</sup>CEA : Commissariat français à l'énergie atomique

# URGENCE: le Professeur Bandazhevsky est en danger de mort

« On ne peut pas m'interdire de penser. Pour le faire il faudrait m'ôter la vie. » (Y. Bandazhevsky)

## Dernières nouvelles

Parmi les dernières nouvelles que nous ayons du professeur Bandazhevsky, celles remontant au début du mois de novembre dernier - provenant de son épouse Galina et de ses deux filles qui lui ont rendu une visite de trois jours en prison à Minsk - sont des plus alarmantes.

D'après sa femme, qui est médecin, l'état de santé de Youri Bandazhevsky est extrêmement préoccupant. Il n'a plus aucune énergie ni physique ni psychique. Il ne se nourrit plus et est dans un état dépressif évident. Selon Galina Bandazhevskaya, si rien n'est entrepris très rapidement, il ne lui reste pas une année à vivre.

## Un lavage de cerveau très efficace

Pourtant, ses conditions d'incarcération avaient été sensiblement améliorées depuis le mois de juin, suite notamment aux interventions internationales auprès du gouvernement du Belarus. Il avait alors été transféré d'une cellule, qu'il devait partager avec une centaine de détenus, à une chambre à trois personnes où un ordinateur était à sa disposition pour son travail.

En réalité, ces améliorations n'étaient qu'apparentes et sa nouvelle cellule, située dans l'aire de l'hôpital de la prison, loin des regards des autres détenus, a permis à un autre système de destruction de la personne de se développer à l'encontre du scientifique. Après la torture physique - qu'il avait déjà endurée durant le premier mois de son incarcération en 1999 - après le goulag durant un an, c'est maintenant une torture neuro-psychologique, particulièrement efficace et bien rodée, que Youri Bandazhevsky subit depuis six mois.

Promesses de libération, faux espoirs, chantage : aucune pression ne lui est épargnée pour tenter de lui arracher

« Les circonstances de la vie et leurs choix ont fait des Bandazhevsky un couple d'insoumis dans un monde d'apeurés, de lâches et d'exclus. (...) Ils défendent l'honneur de la science devant l'infamie des mensonges et des silences de la communauté scientifique. Nous serions déshonorés si nous les perdions à cause de notre indifférence ou de notre négligence. (...) Les Bandazhevsky jouent leur vie dans cet affrontement, qui est loin d'être fini. Il y aura des rechutes et des rebondissements. Notre soutien ne doit se relâcher à aucun moment. Il doit, au contraire, s'intensifier, car le temps presse. Chaque fois que le soutien s'est accru, l'état s'est desserré. » (Wladimir Tchertkoff, octobre 2002)

l'aveu de sa culpabilité et sa demande de grâce, en lieu et place d'une amnistie individuelle qui serait le meilleur moyen pour lui de sortir de prison.

Déjà le 29 août dernier, quand Galina Bandazhevskaya avait revu son mari après trois mois sans visite, elle ne l'avait pas reconnu, « mon cerveau est comme un disque rayé... tout m'est égal » lui avait-il alors dit. Des signes clairs de paranoïa et de perte de confiance étaient déjà perceptibles : il commençait à soupçonner même sa femme.

## Les recherches de Youri Bandazhevsky

Rappelons que ce médecin se consacrait à l'étude approfondie des maladies induites, sur tous les organes vitaux, par les radionucléides incorporés dans l'organisme humain principalement par l'alimentation. En sa qualité de recteur de l'Institut Médical de Gomel, qu'il a fondé en 1990, il a conçu de nombreux projets de recherche scientifique à grande échelle sur les causes des pathologies affectant la population qui réside dans les secteurs contaminés suite à l'explosion de l'un des réacteurs de la centrale de Tchernobyl en 1986.

Les conclusions auxquelles ses recherches sur l'action destructrice des doses faibles du césium radioactif (Cs137) ont conduit sont extrêmement claires : le césium-137, dont la période (demi-vie) est d'environ trente ans, exerce pendant tout ce temps une action toxique sur l'organisme, en provoquant de très graves lésions de la structure cellulaire et des tissus contaminés. Cela entraîne finalement la mort de l'organisme et même une faible quantité de césium radioactif, en concentration de 30 à 50 Bq/kg du poids du corps, entraîne des dommages sérieux aux organes les plus vulnérables. La liste des maladies que peut dresser Bandazhevsky passe par des pathologies digestives, cardiaques, respiratoires, endocriniennes, ainsi que le diabète, des malformations congénitales, des atteintes génétiques, des cancers, leucémies, maladies du système immunitaire, allergies, infections sévères et chroniques, maladies du système nerveux central et de l'œil.

Une atteinte du bagage héréditaire ou génome a été démontrée chez des enfants vivant dans des régions contaminées entre 250 et 300 km de Tchernobyl. Les mutations génétiques les plus nombreuses, celles qui sont compatibles avec la vie, n'apparaîtront cependant que dans trois à cinq générations.

Nous mesurerons alors peut-être pleinement l'étendue de la catastrophe. Pour Bandazhevsky, si rien n'est rapidement entrepris afin d'éviter la pénétration continue des radionucléides dans l'organisme des adultes et des enfants, l'extinction menace la population biélorussie d'ici quelques générations.

## Un scientifique qui dérange tout le monde

La condamnation de Youri Bandazhevsky démontre clairement que les autorités biélorusses souhaitent cacher la vérité sur l'étendue réelle des dégâts occasionnés par les radiations sur la santé de la population. Bandazhevsky affirme qu'il est mor-

tellement dangereux de vivre sur les territoires contaminés alors que les autorités ont annoncé une politique de retour dans ces régions des personnes évacuées. Il préconise fermement de ne pas absorber de produits provenant de zones même faiblement irradiée tandis que la Biélorussie a inscrit l'autosuffisance alimentaire comme premier point de sa politique.

De plus, Youri Bandazhevsky a souvent critiqué ouvertement l'attitude des autorités biélorusses et proposé des solutions et des techniques de défense ainsi que des traitements très prometteurs, en insistant sur la nécessité de les appliquer sans attendre. Avant son arrestation il avait rédigé un rapport critiquant les recherches en cours menées par l'Institut de recherche clinique et scientifique pour la médecine radioactive de Minsk qui appartient au Ministère de la Santé. Plus grave encore, il avait dénoncé le détournement des fonds ministériels destinés à la recherche dans ce domaine.

### La conspiration du silence

Il est clair que le pouvoir de Biélorussie n'a pas intérêt à reconnaître les véritables conséquences de la catastrophe de Tchernobyl, principalement pour des raisons liées à son orientation politique et économique, mais pour le lobby nucléaire mondial, il est hors de question de laisser de telles informations circuler et encore moins de permettre à des scientifiques tels que Bandazhevsky de poursuivre leurs recherches.

L'Institut de Gomel qui, grâce au Professeur Bandazhevsky, était devenu un centre de recherches de pointe, reconnu mondialement, dans le domaine de l'effet des radiations, est maintenant dirigé par un médecin à la solde du pouvoir et les recherches sur les conséquences des radiations ont été abandonnées.

Dans la région, un projet européen – ETHOS – qui a démarré en 1996, a été mené dans le but de venir en aide aux populations vivant dans les zones contaminées. Or, ce projet repose sur une ONG française, le CEPN (Centre d'Etudes sur l'Evaluation de

la Protection dans le domaine Nucléaire), cette association est financée par le Commissariat à l'énergie



atomique, l'EDF et Areva (!). On peut légitimement soupçonner cet organisme de vouloir minimiser les risques encourus par les populations vivant en zones contaminées !

L'OMS, bien sûr, se tait. Sa subordination à l'Agence internationale de l'énergie atomique l'empêche de divulguer les données qui sont pourtant en sa possession.

### Le laboratoire de Tchernobyl

Il faut pourtant parler de la Biélorussie, seul pays avec l'Ukraine et la Russie, à avoir subi les conséquences d'un accident nucléaire de cette ampleur. Faut-il rappeler qu'avec les quelques centaines de réacteurs en activité tout autour de notre planète, chacun d'entre nous peut se trouver confronté aux mêmes problèmes que les Biélorusses. Le seul souhait que l'on puisse formuler c'est que l'affaire Bandazhevsky contribue à mettre fin à la conspiration du silence maintenue par les défenseurs du nucléaire autour des conséquences d'un tel cataclysme.

Près de six millions de personnes continuent de vivre dans des zones contaminées, dont 2,3 millions d'Ukrainiens, 1,8 million de Russes et 1,7 million de Biélorusses. Le nombre de victimes est compris aujourd'hui entre 15'000 et 30'000 personnes, des dizaines de milliards de dollars devront encore être dépensés par la communauté internationale pour pallier aux séquelles de la catastrophe de Tchernobyl pour les populations d'Ukraine, du Belarus et de Russie. Si toute la vérité sur Tchernobyl et ses conséquences sur la santé et sur l'environnement était connue, cela ne sonnerait-il pas le glas de cette industrie démoniaque?

### Pour contribuer à faire libérer Youri Bandazhevsky

Cette affaire est révoltante pour au moins deux raisons: parce qu'elle démontre qu'un lobby peut empêcher, dans son seul intérêt économique, que des recherches vitales pour l'humanité soient menées et parce qu'elle met en évidence l'injustice flagrante à laquelle un homme, qui a mis son savoir et son travail au service de ceux qui en avaient réellement besoin, peut se trouver confronté.

Pour ces deux raisons, il faut empêcher que Youri Bandazhevsky ne soit détruit.

**Fabienne Gautier**

Chacun peut écrire au Président Loukachenko pour qu'il accorde l'amnistie individuelle au professeur Bandazhevsky, en utilisant la lettre annexée à ce journal.

Pour plus d'informations:  
<http://www.comite-bandazhevsky>

## Irradiés durant 30 ans

Il existe dans l'Est de l'Inde, dans l'Etat de Bihar, un village de 3000 indigènes animistes, appelé Jadugoda.

Dans les années soixante, le gouvernement indien cherchait une mine d'uranium, il en a trouvé une à Jadugoda.

Depuis, rien ne va plus dans le village. Les choses ont commencé sournoisement, d'une manière cachée, sans explication rationnelle: les adultes ont commencé à mourir de plus



en plus jeunes, de toutes sortes de maladies dégénératives. Les enfants naissent malformés ou ne naissent plus du tout, les avortement spontanés devenant de plus en plus nombreux.

Les responsables de la mine voisine faisaient régulièrement des mesures du taux de radioactivité mais, avec une mauvaise foi terrible, ils évitaient d'aller faire des mesures au voisinage des étangs proches, dans la vase desquels de mystérieux fûts avaient disparu et rouillaient tranquillement, à l'insu de tous. Les autorités et les missions scientifiques convoquées ne constatant aucune augmentation du taux de radioactivité, concluaient invariablement que ces maladies devaient provenir des habitudes alimentaires des indigènes.

Il aura fallu trente ans aux habitants de Jadugoda pour réaliser ce qui leur arrivait: en 1990, ils ont créé une association de défense, JOAR (Jharkhand Organization Against Radiation) et ils ont fait appel au

Pr. Upadhyay du Center of Applied Ecology, un organisme scientifique indépendant. Celui-ci n'a pas été long à découvrir le pot aux roses. Il lui a suffi de passer quatre jours dans le village, cherchant, avec ses appareils, fouinant un peu, pour trouver un endroit proche des étangs où les doses de radioactivité admissibles étaient dépassées, cinquante fois.

Depuis, les habitants du village vont de procès en recours, ils arrivent devant la cour suprême du pays, qui doit peser les intérêts en présence: d'une part l'intérêt du gouvernement, qui a besoin d'Uranium pour alimenter les dix réacteurs nucléaires du pays et sa force de frappe au moment d'une vive tension politique avec le

voisin pakistanais. De l'autre, la santé publique. L'état de santé des habitants du Jarkhand (30000 habitant-e-s en tout) est en effet de plus en plus préoccupant, et personne n'est équipé pour plonger dans les étangs de la mort et récupérer les fûts rouillés qui sont envasés au fond...

Tout cela je l'ai lu dans un journal français qui s'appelle «Témoignage chrétien», le numéro du 13 juin 2002, ça m'a foutu la rage et la déprime. La haine.

Il faut se battre, se battre inlassablement contre nos vrais ennemis. Mais comment discerner nos vrais ennemis? Comment distinguer l'essentiel de l'accessoire? Comment savoir quoi faire? Il est facile en effet de résumer les articles de «Témoignage chrétien», surtout s'ils sont bons. Mais au-delà de cette indispensable action d'information, que pouvons-nous faire?

**Chaim Nissim**

## L'Office fédéral de l'énergie infiltré par le lobby nucléaire

Sept cadres supérieurs – dont le Directeur – de la DSN (Division principale de la sécurité des installations nucléaires) sont membres de l'Association suisse pour l'énergie atomique (AS-PEA).

La revue «Energie & Umwelt» révèle ces fréquentations ambiguës dans son numéro 1/02. On y découvre en outre que le Dr Johannes Nöggerath, chef de la recherche sur la sécurité nucléaire, siège également au Conseil d'administration de la SOSIN, soit la Société suisse des ingénieurs nucléaires. Cette organisation s'est surtout manifestée en minimisant les dangers du nucléaire et en tentant de faire croire au bon peuple que la radioactivité de nos centrales était tout ce qu'il y a de plus naturelle. Donc sans danger.

On ne peut que s'inquiéter en découvrant qu'une fois de plus, le débat sur le nucléaire est faussé par un lobby doublement redoutable: non seulement il a muselé l'organisme qui devrait dénoncer les dangers de cette industrie pour notre santé - l'OMS<sup>1</sup> - mais il a encore réussi à noyauter nos autorités fédérales. **Résultat: ceux qui devraient surveiller le nucléaire en sont devenus les promoteurs.** Et ceux qui devraient le condamner se taisent.

Quant aux décisions politiques pour sortir au plus vite de l'impasse nucléaire et se tourner résolument vers les énergies renouvelables, on comprend maintenant pourquoi elles se font attendre!

**Paul Bonny**

<sup>1</sup> L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) est placée depuis 1959 sous la tutelle de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) dont le rôle est de promouvoir l'énergie nucléaire dans le monde. L'accord qui lie ces deux organisations membres de l'ONU prévoit qu'elles «agiront en coopération étroite».

# Solange et Michel Fernex reçus par l'OMS

Il se pourrait bien que la pression exercée lors des récentes manifestations organisées par ContrAtom devant les sièges de l'OMS et de l'ONU commence à porter ses fruits: la direction de l'OMS a enfin souhaité connaître les intentions et les attentes de ceux qui viennent troubler sa quiétude avec tant de constance. Depuis le 18 juillet dernier, c'est chose faite.

L'OMS était représentée par le Dr David Nabarro, Executive Director, ainsi que par deux membres du Dept. of Protection of Human Environment: Dr Richard Helmer et Dr Michaël Repacholi. Solange et Michel Fernex étaient accompagnés par le Président d'IPPNW, M. Jean-Luc Rioud.

A deux reprises, le Dr Nabarro laisse entendre que cette délégation représente aussi ContrAtom.

M. Fernex précise alors qu'il n'était pas le représentant officiel de ContrAtom mais qu'il participait activement aux efforts de cette association en vue d'amender l'accord qui lie l'OMS à l'AIEA. (v. note en page 8)

Axé essentiellement sur cet amendement, revendiqué également par IPPNW, WILPF et de nombreuses autres ONG, cet entretien a fourni l'occasion d'aborder en outre un sujet d'une brûlante actualité: la libération du prof. Youri Bandazhevsky, prisonnier de conscience en Belarus, ainsi que plusieurs personnalités emprisonnées pour les mêmes motifs. Le Dr Nabarro exprime son inquiétude à ce propos. La position de l'OMS a de la peine à évoluer, mais on semble hésiter à répéter, comme par le passé: «l'accord avec l'AIEA n'est pas un obstacle à l'indépendance et à la transparence des travaux de l'OMS liés à l'atome. Il n'a pas empêché cette organisation d'être présente à Tchernobyl avant 1992.»

Il a été rappelé qu'un projet de recherche sur les conséquences de Tchernobyl au niveau génétique avait cédé la place, en 1991, à l'OMS, à une étude

des caries dentaires chez l'enfant ! M. Fernex produit un document distribué au congrès de l'OMS en 1995: il y est précisé que ce projet a été effectivement rédigé par l'AIEA et non par l'OMS.

Le Dr Nabarro a demandé à ses hôtes: «Que feriez-vous?»



Réponse: l'OMS a coutume, face à un nouveau problème (Tchernobyl) de réunir des «Scientific Working Groups», à l'instar de celui qui publia, en 1956, le fameux rapport sur les «Effets génétiques des radiations chez l'homme», la première - et dernière - mise en garde fiable sur les véritables dangers que l'industrie nucléaire impose à la société. Des scientifiques intègres, comme A.J. Jeffreys, prix Nobel de génétique, sont capables aujourd'hui de prendre le relais.

Il faut, en outre, cesser de se référer à Hiroshima et Nagasaki dans l'étude des effets génétiques des radiations: il y a effectivement une différence fondamentale entre les effets biologiques d'une énorme irradiation d'une très courte durée (quelques secondes) et une irradiation chronique par des faibles doses persistant durant des années.

Un important sujet d'études serait celui des effets du césium 137 incorporé par le système cardiovasculaire. Le prof. Bandazhevsky et la Dr Galina Bandazhevskaya, cardiologue et pédiatre, sont particulièrement compétents dans ce domaine.

L'étude de l'accumulation du césium dans les glandes endocrines et le placenta pourrait également expliquer l'augmentation des fausses-couches, des malformations congénitales et de la stérilité.

L'impact des radiations de Tchernobyl sur le système immunitaire mériterait également une étude approfondie. Même si les spécialistes de l'AIEA ont décrété que «le stress et la vodka font des dégâts plus importants que les radiations...». Un argument peu convaincant lorsqu'on constate les ravages du diabète chez des enfants de 6 à 10 mois.

Les dommages neuro-psychiques subis par les «liquidateurs», dus aux isotopes d'uranium et de plutonium mériteraient également d'être étudiés. S'il est trop tard pour aider les victimes de cette contamination provoquée par l'inhalation de poussières radioactives, il est souhaitable de prendre les mesures préventives qui s'imposent: interdire les armes à base d'uranium appauvri.

Une équipe internationale de spécialistes devrait reprendre et poursuivre les travaux et expériences du Prof. Bandazhevsky, l'OMS jouant le rôle de coordinateur. Ces travaux permettraient de progresser dans la voie de l'aide aux populations exposées aux radiations par le traitement à base de pectine de pommes qui a déjà fait ses preuves.

Par ailleurs, il serait hautement souhaitable que l'origine du financement des «experts» nucléaires soit examiné, comme ce fut le cas dans le domaine du tabac, afin d'évaluer leur degré de crédibilité.

A l'issue de la séance brièvement évoquée ci-dessus, le Dr Nabarro s'est dit prêt à poursuivre, par toutes les voies de communication disponibles, nos efforts communs pour venir en aide aux victimes de cette tragédie qui, selon Kofi Annan, ne fait que commencer.

**Paul Bonny**

(Synthèse d'un mémo en anglais  
transmis par M. Fernex)

# Conséquences de Tchernobyl pour la Suisse

## Dernières nouvelles de Berne

### Premier résultat tangible suite à notre échange de correspondance avec Ruth Dreifuss en vue de connaître les conséquences sanitaires de Tchernobyl en Suisse\*: une réunion nous a été proposée à Berne.

Nous y avons rencontré une délégation de l'Office fédéral de la santé publique (MM. B. Michaud, sous directeur, et C. Murith) ainsi que le Président de la Commission fédérale de protection contre les radiations et de surveillance de la radioactivité (M. J.-F. Valley). Etait également invité M. J.-M. Lutz, Institut de Médecine Sociale et Préventive, responsable du registre des cancers. Malheureusement, il s'est fait excuser.

Cette réunion s'est tenue à Liebefeld, près de Berne, le 3 octobre dernier, de 14 h à 17 h. La délégation de ContrAtom comprenait Michèle Rivasi (partie de Valence à quatre heures du matin, bravo et merci !) le Prof. Michel Fernex et le soussigné.

### Seize questions pour tenter d'y voir clair

Souhaitant recevoir des réponses satisfaisantes à nos interrogations, nous avons décidé d'adresser nos questions deux semaines avant la séance. Voici les 16 questions posées :

1. Peut-on obtenir les mesures des différents radionucléides enregistrés après l'explosion de Tchernobyl, fin avril/début mai 1986 ? En particulier les valeurs mesurées dans l'air et au sol pour les isotopes de l'iode, dans divers cantons, villes et montagnes, Jura et Alpes ?
2. Quelles ont été les consignes données à la population et à quelles dates, en avril-mai 1986 ?
3. Les directives allemandes étaient différentes de celles de la Suisse, celles de la France semblent avoir fait défaut. Aviez-vous des contacts avec les autorités des pays voisins, et notamment l'Autriche, le plus touché ?
4. Les données qui figurent dans l'Atlas du Césium de la CE (1998) ont été livrées par l'Etat suisse. A quelle date ont-elles été mesurées ?
5. Quelles sont les constatations faites au niveau des transferts dans la chaîne alimentaire ?
6. Qu'en est-il des produits laitiers tessinois exportés au nord de Alpes ? Quelle a été la durée de ces exportations ? Quelles sont les quantités de lait de chèvres et de vaches exportées ?
7. Une analyse des cancers et leucémies du petit enfant a-t-elle été entreprise dans les régions fortement contaminées ? Quels sont les résultats ? Dans cinq régions occidentales (notamment en Grèce, Ecosse et Pays de Galles) une augmentation des leucémies a été constatée dans ce groupe.
8. Des études épidémiologiques ont-elles été effectuées dans les régions les plus touchées et pour l'ensemble du territoire ? Y a-t-il eu chez nous, comme en Allemagne, augmentation de la mortalité périnatale, des enfants morts-nés et des malformations congénitales ?
9. Comment peut-on comparer la contamination de Tchernobyl avec le rayonnement cosmique ? (Lettre R. Dreifuss - 19.06.01)
10. Y a-t-il eu un suivi après les mesures de l'Atlas européen du Césium ? Quelles sont les valeurs en 2000 et aujourd'hui ? A-t-on des données sur le césium ? A-t-on des données sur les radionucléides, isotopes de l'iode, carbone 14, tritium, gaz rares, krypton etc. issus de nos installations atomiques ? Où peut-on les trouver ?
11. Que pensez-vous de l'Atlas français publié en 2001 avec le concours de la CRIIRAD ?
12. Les malades de la thyroïde s'organisent en France. Qu'en est-il en Suisse ?
13. Votre département a contribué à la découverte d'études «non-scientifiques» financées par le lobby du tabac. Etes-vous disposés à rechercher également les études financées par le lobby nucléaire et orientées de façon à protéger cette industrie ?
14. L'AIEA doit contrôler certaines activités dans le domaine nucléaire. Cette Agence connaissait-elle le projet de Lucens ? Etait-ce – comme la révèle la presse – une usine à plutonium ? L'AIEA a-t-elle aidé les experts suisses après la fonte du cœur, comme à Tchernobyl ? A-t-on mesuré la radioactivité de la nappe phréatique ? Quels sont les résultats ? L'Agence avait-elle découvert spontanément que la production d'uranium enrichi était destinée à une bombe atomique suisse ?
15. Quelles sont les mesures prises en Suisse dans l'hypothèse d'un accident grave à Mühleberg (par ex.) ?
16. Comment obtenir que les conseillers médicaux de nos ministres ne soient plus des promoteurs inconditionnels et non critiques du nucléaire ? *Pensionné après avoir contribué à ignorer les risques liés à cette industrie, l'expert médical qui a le plus longtemps convaincu nos élus est aujourd'hui directeur de recherche au CEPN (une ONG créée par EDF, la COGEMA – AREVA – et le Commissariat à l'Energie Atomique). Le lobby nucléaire civil et militaire lui devait bien cette promotion, tout en sachant que les intérêts de l'industrie atomique seront bien défendus ! Et dire que ce sont ses équipes qui étudient les conséquences de Tchernobyl...*

## Dix kilos de papier en guise de réponse

« Vous trouverez toutes les réponses à vos questions dans ces rapports » annonça fièrement M. Murith en caressant un volumineux carton bourré de documents !

Merci... et soyez gentil de me les envoyer à Valence, car c'est un peu lourd et... je voyage en train... répondit Michèle Rivasi. Ce qui fut fait. Et Michel Fernex recevait à Rodersdorf la même ration (10 kg) de documents. Il faudra encore un peu de temps à Michèle et à Michel pour compiler ces rapports et y trouver – espérons-le – les réponses à nos interrogations. Nous reviendrons donc en temps utile sur ce dossier.

## Une conversation surréaliste

Était-ce l'atmosphère étouffante de ces lieux écrasants, mal ventilés et surchauffés, où je me sentais proche de la déshydratation ? Était-ce le niveau assez technique des propos qui échappaient parfois au néophyte ? Toujours est-il que l'aimable conversation qui s'est engagée m'a paru passablement déshumanisée, hors du réel, inquiétante. Visiblement, nos hôtes étaient satisfaits : ils avaient mis sur le papier des chiffres, des courbes, des analyses, des limites, des doses et, surtout, des propos rassurants. Mission accomplie. Tout est sous contrôle. Où est le problème ?

On peut tout de même être surpris qu'à l'Office fédéral de la santé publique, pour évoquer un problème concernant la santé de millions de gens, il ne se soit pas trouvé un médecin pour participer à cette séance. La présence, dans notre délégation, du prof. Fernex ne méritait-elle pas que l'on prévienne un interlocuteur à son niveau ?

Bien que les réponses à nos questions allaient nous être livrées noir sur blanc, on tenta quand même d'aborder les sujets qui nous tenaient parti-

culièrement à cœur. En résumé :

**Le lait :** la Suisse a pris toutes les mesures nécessaires pour que les normes soient respectées (370 Bq/l). Les contrôles ont été effectués à la production et sur les produits, avant leur mise sur le marché. Ce qui se passe dans les centrales laitières échappe à ces contrôles. Et l'on dit effectivement que le Tessin a exporté en Suisse centrale son lait contaminé afin de le diluer dans du lait « propre »...

Rivasi insiste sur l'urgence d'entreprendre ces études. **Il faut se donner les moyens nécessaires afin d'informer les gens pour les rendre responsables !**

Michel Fernex s'inquiète de l'augmentation des maladies auto-immunes, des allergies, des malformations, du diabète, dont il faut rechercher les liens avec la contamination au césium.



**Information :** selon les journaux de mai 1986, les « recommandations » étaient effectivement assez peu contraignantes. Mais la leçon a été tirée, et désormais, cette notion disparaîtra. La nouvelle loi prescrit uniquement « des mesures contraignantes ». Les populations isolées ont été informées par la radio. Il n'y a pas eu d'harmonisation de l'information entre les différents pays touchés par le nuage de Tchernobyl.

**Études épidémiologiques :** des études sont en cours. Certaines sont controversées. Au fait, qui décide d'entreprendre ces études ? Personne ne sait. Et certaines de ces études ne sont jamais réalisées « parce qu'on connaît d'avance les résultats... » Michèle

**Éthique :** devant le malaise croissant de certains scientifiques intègres, il devient nécessaire de créer une large prise de conscience éthique internationale. Les laboratoires doivent pouvoir travailler à l'abri des pressions et en toute indépendance financière. Ce qui est loin d'être le cas actuellement.

**Paul Bonny**

*NB L'opinion de Michèle Rivasi et de Michel Fernex sur les réponses trouvées dans la documentation de l'OFSP sera publiée dans notre prochain bulletin.*

*\* Notre premier courrier datait du 7 mai 2001 ! Voir nos bulletins Nos 60 et 62.*

# L'Allemagne, locomotive économique de l'Europe, sort du nucléaire !

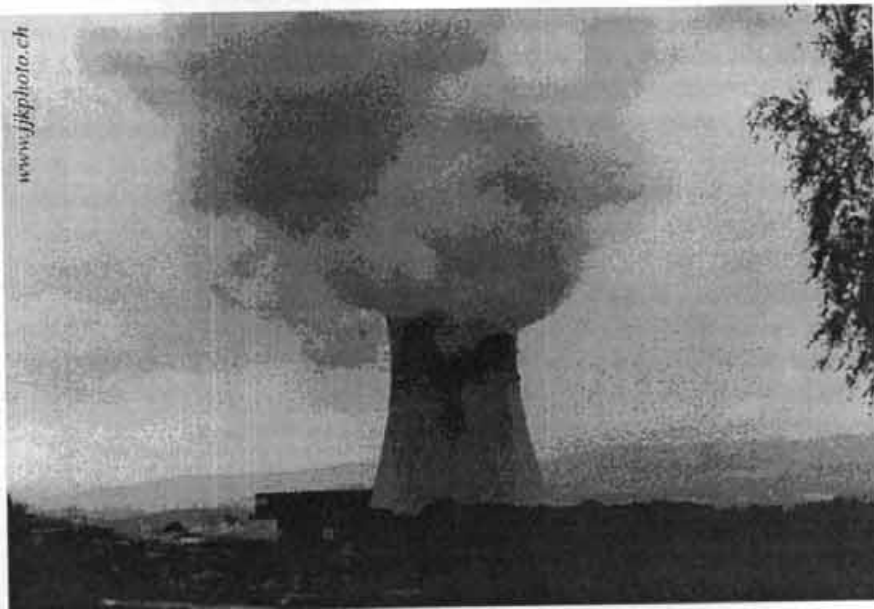
Le 11 juin 2001, le gouvernement allemand et les entreprises assurant l'approvisionnement en énergie électrique ont signé un accord décidant la fin de l'utilisation de l'énergie nucléaire. Le 5 septembre 2001, le gouvernement modifiait la loi sur l'énergie atomique pour y inscrire la sortie du nucléaire.

En cinq paragraphes, nous faisons le point sur une décision historique et sur ce que l'initiative "Sortir du nucléaire" prévoit en Suisse.

## Sortie progressive du nucléaire grâce à un modèle flexible

La durée moyenne de vie des centrales nucléaires est dorénavant fixée à 32 ans. Le réacteur le plus ancien (Obrigheim) sera désaffecté fin 2002; la centrale nucléaire la plus récente (Neckarwestheim), sera désaffectée en 2021. L'accord définit la production maximale de courant que chaque centrale nucléaire est autorisée à produire. Les exploitants doivent communiquer chaque mois à l'Office fédéral compétent la quantité d'énergie produite. Lorsque la quantité maximale est atteinte, l'autorisation d'exploiter est automatiquement suspendue. Les entreprises productrices d'électricité ont la possibilité de désaffecter prématurément d'anciens réacteurs et peuvent, en contrepartie, exploiter plus longtemps des réacteurs plus récents.

Bien sûr, ces détails vont faire hérisser les poils de nombreux lecteurs de ContrAtom, qui avec raison pensent que si les risques posés par les centrales nucléaires sont enfin reconnus, alors il faut tout mettre en oeuvre pour toutes les fermer au plus tôt. Cela donne un avant-goût des réactions auxquelles on peut s'attendre au lendemain d'une possible victoire en mai 2003 pour nos initiatives "Sortir du



nucléaire". Les dispositions prévues dans ces initiatives fixent à 30 ans la durée maximale d'exploitation des centrales nucléaires suisses (dernière fermeture de centrale en 2012).

## Interdiction du retraitement

Le transport de déchets radioactifs à destination des installations de retraitement de la Hague (France) et de Sellafield (Grande-Bretagne) et leur retraitement seront interdits à partir du 1<sup>er</sup> juin 2005. Les entreprises exploitant les centrales nucléaires se sont engagées à aménager le stockage provisoire des déchets sur les sites même des centrales. On évite ainsi de multiplier le nombre des installations représentant des risques majeurs (centrales, transports, dépôts intermédiaires dépôts « définitifs »).

En Suisse, le projet de loi sur l'énergie nucléaire déposé au Parlement par le Conseiller fédéral Leuenberger prévoyait aussi l'interdiction du retraitement, au terme des contrats signés avec BNFL et Cogéma. Mais, au contraire du Parlement allemand, l'Assemblée fédérale a biffé cette disposition. Seule l'adoption de l'initiative pourra mettre fin au retraitement des déchets suisses.

## Augmentation du montant de la couverture d'assurance

Les exploitants des centrales allemandes devront décupler le montant de leur couverture d'assurance en passant de 500 millions à 5 milliards de francs. Cet argent permettrait de couvrir une plus grande partie des destructions causées par une catastrophe nucléaire. En Suisse, cette augmentation devrait suivre un facteur de 4300 ! Actuellement les exploitants ont assuré leurs centrales pour un montant d'un milliard de francs, alors que l'Office fédéral de la protection civile a estimé à 4300 milliards les coûts qu'une catastrophe nucléaire en Suisse (rapport Katanos, 1995, OFPC Berne). C'est comme si un automobiliste décidait que sa prime RC ne devait pas couvrir plus de 30 francs de dégâts... L'initiative "Sortir du nucléaire" impute explicitement aux exploitants des centrales les coûts de démantèlement.

## Les mesures de sécurité renforcées

L'accord consensuel a renforcé les normes de sécurité des centrales nucléaires. Des révisions obligatoires seront imposées afin d'assurer que les

installations répondent aux critères scientifiques et techniques actuels. Ainsi, toutes les nouvelles découvertes relatives aux pannes des centrales devront être prises en considération et les rénovations en découlant devront être entreprises. L'opinion publique allemande a frémi en apprenant que ce n'était pas déjà là une pratique courante.

En Suisse, l'Autorité de surveillance et les exploitants des centrales nucléaires sont dirigés par un même corps de spécialistes, qui passent tantôt d'un poste de contrôleur à un poste de contrôlé. C'est pourquoi la centrale de Mühleberg, malgré des fissures qui continuent de progresser sur l'enveloppe de son cœur, n'est toujours pas fermée. La centrale de Würgassen en Allemagne, présentant le même problème, a par contre dû être définitivement arrêtée, vu l'ampleur des coûts des réparations que l'organe de contrôle imposait.

### **Priorité à un meilleur rendement énergétique et aux renouvelables**

L'Allemagne encourage la production décentralisée d'énergie, comme le couplage chaleur-force (procédé permettant de tirer d'une chaudière non plus seulement de la chaleur pour les radiateurs et l'eau sanitaire, mais aussi du courant électrique, d'où le terme « chaleur-force » ou « cogénération »), et donne la priorité aux énergies renouvelables. Un plan fédéral « 100 000 toits solaires » met en pratique le recours généralisé aux panneaux solaires pour préchauffer l'eau sanitaire. Les distributeurs d'énergie ont l'obligation d'accepter le courant provenant de sources renouvelables et de le vendre à un prix plancher fixé dans la loi durant vingt ans. Ces mesures sont complémentaires à la sortie du nucléaire.

La volonté politique de sortir du nucléaire progressivement et sans accroc et d'interdire le retraitement est exemplaire sur le fond. Néanmoins, la sortie du nucléaire pourrait se faire bien plus rapidement. Cela diminuerait d'autant la quantité des déchets radioactifs produits ainsi que la période pendant laquelle nous devons supporter les épées de Damoclès atomiques, représentées par chacune des centrales nucléaires en activité.

**Philippe de Rougemont**

# lectures

## **La filière nucléaire du plutonium.**

### **Menace sur le vivant**

de **Jean-Pierre MORICHAUD**, Préface d'**Albert JACQUARD**

Collection **Ecologie**, Edition **Yves MICHEL**, 2002

(Diffusé en Suisse par Transac)

Réquisitoire d'un expert en colère contre l'utilisation industrielle du plutonium en tant que source d'énergie électrique, cet ouvrage est présenté de façon dynamique, sous forme de questions/réponses entre un ingénieur et un citoyen. Son objectif est simple : éclairer le public sur la nocivité particulière du radio-élément qu'est le plutonium, 200'000 fois plus nocif que l'uranium. En effet, un centième de milligramme de plutonium absorbé par un être vivant suffit à déclencher un cancer. Déchet créé par la combustion de l'uranium dans les réacteurs, le plutonium n'existe pas à l'état naturel. C'est donc toute la filière nucléaire qui est visée à travers la dénonciation des dangers de cet élément. De nouveaux polluants éternels de l'ère atomique aux lobbies pro nucléaires, des sols contaminés au combustible Mox, ce livre ouvre le débat en proposant des solutions concrètes, immédiatement applicables pour un monde sans électronucléaire.

## **Contaminations radioactives. Atlas France et Europe**

de **CRIIRAD\*** et **André PARIS**

Collection **Ecologie**, Edition **Yves MICHEL**, 2002

(Diffusé en Suisse par Transac)

Nous avons déjà présenté cet atlas de référence qui est désormais disponible en librairie (voir notre n° 64, juin 2002). Nous vous rappelons qu'il fournit des cartes détaillées et des informations inédites qui fondent le débat sur les conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl. C'est le résultat de plus de 3'000 mesures réalisées par le géologue **André PARIS**.

\*CRIIRAD : commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité.

## **Nucléaire, la démocratie bafouée. La Hague au cœur du débat**

de **Didier ANGER**

Collection **Ecologie**, Edition **Yves MICHEL**, 2002

Installé depuis 1970 dans la Manche, **Didier ANGER** est devenu, avec sa femme **Paulette**, un porte-parole de la lutte antinucléaire, tout particulièrement sur la question du centre de retraitement **Cogéma** implanté à la Hague. Historien de formation, il remet sous les lumières de nombreux documents officiels et déclarations qui sont autant d'arguments pour montrer comment le nucléaire évite le débat démocratique.

## **Flip et Nèze et la centrale nucléaire**

dans la série "Sortons de l'âge du nucléaire". Bande dessinée réalisée par le Réseau "Sortir du nucléaire"

Une petite histoire à la portée des enfants expliquant de manière concrète et imagée les dangers et les enjeux de l'industrie nucléaire. Pour ne pas prendre nos chers petits pour des idiots. Si vous ne savez pas quoi déposer sous le sapin, cette BD est disponible au prix de 2.- F au secrétariat de **ContrAtom**.

# Vagues autour du nucléaire en Grande-Bretagne

**La Grande-Bretagne assure 30 % de son approvisionnement en électricité avec le nucléaire. Deux tiers de celui-ci est produit par British Energy (BE) dans ses huit centrales.**

Mais voilà, au début de septembre, BE a reçu une garantie bancaire de l'Etat de 410 millions de livres pour assurer sa survie sur le court terme. C'est le cas de le dire, car cette garantie ne couvrait que sur trois semaines ! De mensonge en mensonge, les groupes privatisés anglais (Railtrack, National air traffic services, et BE) recourent aux derniers publics pour surmonter leurs difficultés financières ou brandissent la menace de faillites, c'est-à-dire chômage ou non-approvisionnement en électricité.

## Fin du retraitement

Pour faire quand même 600 millions de francs suisses d'économie par an, BE a décidé tout dernièrement de renoncer au retraitement en stockant sur le lieu de production ses déchets. Et cela sur le dos de *British Nuclear Fuels Limited* (BNFL), compagnie publique qui produit le tiers restant du courant nucléaire grâce à six centrales vieillissantes et qui gère le centre de retraitement de Sellafield.

Sellafield, un vaste complexe nucléaire qui s'étend sur 400 hectares, date des années cinquante et abrite des usines de retraitement, de vitrification, une ancienne usine d'enrichissement d'uranium ainsi que, depuis 2001, une usine de production de MOX, doux mélange de plutonium et d'uranium, nouveau combustible pour centrales nucléaires. Le groupe BNFL emploie quelques 10 000 personnes pour ses activités sur ce site.

Depuis le 11 septembre, les normes de sécurité ont été renforcées (accès trafic très ralenti, visites en groupe réduit à cinq personnes et sans téléphone portable, deux camions de pompiers tout neufs – même si les pompiers font la grève – zones de survol interdites etc.) Le directeur d'exploitation semble satisfait, bien que les défenseurs de l'environnement ainsi que les autorités irlandaises croisent le fer depuis plusieurs années avec la Grande-Bretagne pour



obtenir la fermeture du site (Sellafield est beaucoup plus proche de Dublin que de Londres).

alentour, dans la population, c'est l'engouement ou la résignation : «Le poisson, on peut le manger, c'est sans danger» assure un restaurateur de Seascale. « Nous avons une rivière qui traverse le site et les gens viennent pêcher le week-end » confie un des responsables de BNFL. « Pas de problème pour le lait (600 000 tonnes !) que produit la ferme située près de Sellafield et qui est vendu au groupe Nestlé (déjà que ce groupe nous vendait un lait éthiquement rance, maintenant on apprend qu'il est produit aux alentours de Sellafield...). «Nous avons des contrôles, tout est en ordre» soutient un jeune agriculteur de dix-huit ans.

## Pas de problèmes ?

- Des taux de radioactivité relevés au compteur Geiger dans la zone atteignant 200 micros nem/heure au lieu des 10 observés sur la route principale proche.
- Des taux de radioactivité si hauts par endroit, que la limite annuelle autorisée d'un milisevert est atteinte en 16 heures.
- En 1998, BNFL a dû éliminer 700 pigeons dont la moitié avaient des niveaux de radioactivité détectables.
- Deux études épidémiologiques (1990 et 2002) montrent que Seascale est le village de Grande-Bretagne le plus touché par des cas de leucémie et de lymphome chez les enfants de moins de sept ans dont les pères travaillent à Sellafield. Ces études ont révélé que les enfants avaient quinze fois plus de risques que la moyenne nationale d'être touchés par ces maladies, sans établir de lien formel avec d'éventuels rejets radioactifs de Sellafield.
- Dix-sept familles de la région, dont un enfant ou un proche a souffert pour

la plupart de leucémie dans les vingt dernières années, se sont unies pour attaquer BNFL en justice.

- Un bébé de dix mois et un enfant de trois ans, nés dans des villages proches de Sellafield, sont décédés des suites de leucémie.
- C'est aussi le cas de Jemma, décédée à l'âge de sept ans d'une leucémie (Cronie-Myloid, une forme reconnue comme étant due à des radiations).

## Le combat pour Jemma

Suzan d'Arcy se bat depuis douze ans pour que BNFL reconnaisse sa responsabilité. Elle a écrit un livre avec l'aide d'un journaliste en 1995 qui a été traduit en sept langues<sup>1</sup>.

Plusieurs affaires, dont celle de Jemma, ont abouti devant la Haute Cour et ont perdu leur procès, les juges considérant les preuves insuffisantes. Peu après la décision de Suzan d'Arcy de porter l'affaire devant les tribunaux, le contrat temporaire de son mari Steven à BNFL n'a pas été renouvelé et l'entreprise lui a conseillé de «tenir sa femme hors de la une des journaux».

*«Je ne veux pas d'argent. Je veux qu'ils reconnaissent que leur activité n'est pas sans danger, qu'ils informent les gens des risques qu'ils encourent »* soupire-t-elle. *«Les plages sont ouvertes à tous, ils devraient les interdire».*

Cela me fait penser à ces réactions où l'on garde les enfants à l'intérieur des écoles en cas de smog plutôt que de s'attaquer à la source de la pollution. Il est plus facile d'interdire les plages que de supprimer les causes du mal. Il en va aussi du travail de 10 000 personnes. L'intérêt économique avant tout !

Philippe Progin

<sup>1</sup> «Toujours en lutte pour Jemma» Source: AFP, rezo cyberscience

## Conception constitutionnelle contestée ?

**Le Grand Conseil genevois est saisi du projet de nouvelle Conception générale de l'énergie qui doit fixer - pour 4 ans - les lignes de force de la politique cantonale en matière d'énergie. L'exercice consiste à concrétiser et à préciser pratiquement les orientations découlant de l'article antinucléaire de la constitution genevoise (l'art. 160C devenu aujourd'hui, le 160E issu de l'initiative populaire «L'énergie notre affaire».**

La COORDINATION ENERGIE, dont CONTRATOM fait partie a été entendue par la commission du parlement genevois et celui-ci sera saisi d'une série d'amendements visant à préciser et à aller plus loin que le projet existant.

Ces amendements demandent, notamment:

- qu'on prenne pleinement en compte le rejet massif à Genève, comme le rejet aussi à l'échelle suisse, du projet de privatisation-libéralisation électrique incarné par la LME. En effet, le projet de conception a été rédigé avant le vote du 22 septembre et dans une perspective d'acceptation de la LME.
- qu'on réalise un bilan critique sérieux du fait que les objectifs en matière de réduction de consommation électrique fixé par la «conception» précédente n'ont pas été atteints.
- qu'on explicite le refus de toute tarification électrique dégressive pour les gros consommateurs contraire à l'utilisation rationnelle de l'énergie.
- qu'on élimine le pourcentage résiduel d'électricité vendue par les SIG qui est de source nucléaire.
- qu'on mette sur pied un programme et les moyens nécessaires pour vraiment faire de la gestion de la demande électrique (DSM) en collaboration avec les SIG.

- qu'on mette en chantier l'étude de la mise en oeuvre d'un «postulat» existant dans les deux dernières «conceptions» indiquant qu'un «surcoût» peut être prélevé sur les prix Genève, pour financer des mesures de politique énergétique.

- qu'on cesse de mettre en avant unilatéralement la «mobilité» comme une bonne chose en soi, et qu'on ose se fixer comme orientation de réduire la mobilité inutile.

- que l'information du public ne porte pas seulement sur les «énergies renouvelables», mais aussi sur les impacts négatifs du nucléaire et des sources d'énergie fossiles.

- qu'on aille de l'avant rapidement dans la rénovation et l'augmentation de production hydroélectrique de l'usine de Chancy-Pougny.

- que le projet pilote d'une centrale de production électrique basée sur la géothermie de grandes profondeurs, se fasse en gardant cette nouvelle centrale en mains publiques.

Rien de bien révolutionnaire dans ces propositions, mais nombre d'entre elles ont été refusées en commission par la majorité de droite, appuyée sur l'UDC explicitement pronucléaire. Un débat à suivre donc, quand il viendra en plénière du parlement, en janvier probablement! *Pierre VANEK*



## Antinucléaires contre la guerre !

A Genève, vient de se constituer une «Coalition contre la guerre» qui vise à élargir le front de toutes celles et de tous ceux qui sont décidés à se mobiliser pour empêcher que le sang coule... pour le pétrole, pour le plus grand profit des multinationales, et pour l'hégémonie des USA dans le monde, ceci au mépris du droit international.

Ce mouvement (qui se réunit en AG toutes les deux semaines à la Maison des associations) a fixé un prochain rendez-vous large de mobilisation à Genève le...



**samedi 18 janvier pour  
une grande journée anti-guerre.**

Le 18 janvier est en effet, l'anniversaire du déclenchement de la guerre du Golfe en 1991. A l'époque déjà, CONTRATOM était présente dans la mobilisation anti-guerre. Par la suite, nous avons travaillé sur la question de l'utilisation en Irak, comme après dans les Balkans, de munitions à Uranium appauvri par les troupes des USA et de ses Etats complices. C'est bien à nos adversaires - les exploitants du nucléaire, qui réduisent d'autant leurs frais de conditionnement et de stockage qu'est acheté cet U238 qui déploie dans la durée ses effets mortels dévastateurs sur le plan sanitaire. A ce sujet, notre site internet:

[www.contratom.ch](http://www.contratom.ch)

est une mine de renseignements utiles...

Un autre aspect, en lien avec l'actualité, qui a mobilisé CONTRATOM par le passé, c'est la dénonciation d'un arsenal clandestin d'armes nucléaires de destruction massive au Moyen-Orient... Celui de l'Etat d'Israël qui a enlevé et emprisonné - au mépris de tous les droits humains - le technicien israélien Mordecai Vanunu, qui avait dénoncé publiquement le développement méthodique et illégal par Israël des outils d'un holocauste nucléaire, ceci sous prétexte de «nucléaire civil».

Aujourd'hui, c'est par centaines qu'on compte les bombes dans l'arsenal nucléaire dont dispose le régime d'Ariel Sharon, premier allié de la superpuissance atomique que sont les USA dans la sale guerre qu'ils préparent...

**Aujourd'hui, nous devons faire entendre haut et clair la voix des antinucléaires dans le combat pour la paix, arrêter cette guerre !** (pv)

**Brèves**

**CONTRATOM**

**Un chargement de combustible irradié doit partir incessamment de Mühleberg (CH) destination La Hague (F)**

La date de ce transport est tenue secrète ! Le gigantesque trafic de déchets nucléaires orchestré dans la plus grande opacité par les gouvernements concernés et le lobby nucléaire, ne cesse d'alimenter la spirale dangereuse, polluante, inutile et sans issue que représente le retraitement.



Exporter ces déchets ne fait que repousser le problème, exposant les populations à des dangers considérables, tant pendant les transports : risques d'accidents ferroviaires, détournements, actes de terrorisme, wagons contaminés etc., que lors du retraitement proprement dit : dégâts incommensurables infligés à l'environnement par les rejets radioactifs en mer notamment. De plus, la production de combustible MOX (contenant du plutonium), issu de ces opérations de retraitement, ne fait qu'aggraver les dangers engendrés par cette filière infernale !

A la question : - Les déchets nucléaires qu'en faire ? Il n'y a décidément qu'une seule réponse :

- Cessons d'en faire !

**A propos de Superphénix**  
Asseyez-vous, respirez profondément : d'inquiétantes rumeurs circulent dans les chaumières. Le monstre ne serait pas vraiment mort ! J'ai d'abord cru à un canular jusqu'à ce que je tombe sur un article d'Eric Rossay paru dans le *Charlie Hebdo* du 13 novembre, intitulé : « Superphénix attend de renaître » et dont le contenu laisse songeur tant il est plausible !

Selon l'auteur, EDF n'aurait que « baissé la tête » quand le gouvernement socialiste, appuyé par les écolos, a décidé de fermer le surgénérateur de Creys-Malville, mais n'aurait pas totalement renoncé à ses rêves de puissance. Résultat, le démantèlement se fait au rythme d'un boulon par mois, en attendant que le pouvoir de droite décide de remettre en route cet oiseau de malheur ! Les preuves, poursuit Eric Rossay, là je le cite texto :

*On les trouve dans un document interne de Creys-Malville : « Le combustible neuf, du deuxième cœur initialement prévu, sera (...) entreposé dans l'atelier pour l'évacuation du combustible. Il est constitué de 396 éléments dont 185 assemblages déjà stockés sur le site, 211 encore à Cadarache (Cogéma), lesquels seront livrés à Creys-Malville après l'obtention des autorisations nécessaires ». Ce document ajoute que, « considéré comme une réserve énergétique, l'ensemble de ce combustible (sous-entendu le plutonium) pourra être retraité dans quelques années en fonction des besoins énergétiques futurs »...*

*Vous avez compris, EDF laisse passer l'orage et attend que Jacques Chirac*



*ponde discrètement un arrêt permettant de remettre en route Superphénix. Rien de plus facile, depuis cinq ans, la centrale n'a retiré que quelques éléments parmi les plus voyants, comme les 48 cheminées installées sur le toit des générateurs de vapeur. Les 500 employés, toujours salariés de Creys-Malville, n'auront donc pas trop de mal à tout remettre en place le moment venu. D'autant que le décret du 30 décembre 1998 autorise le déchargement du réacteur et la vidange du sodium, rien d'autre. Il faut de « nouvelles autorisations réglementaires, dès 2003, pour poursuivre la « déconstruction » de la centrale de Creys-Malville ». Et, curieusement, pour une fois, personne ne râle contre les lourdeurs administratives.*

Alors, les ContrAtomistes, qu'en pensez-vous ? Cela fait froid dans le dos, non ? On s'informe et on se tient au courant !

**Le 12 novembre dernier, une vingtaine d'employés de l'usine de retraitement de combustibles nucléaires de Dounreay, en Ecosse, ont été contaminés par des particules radioactives**

L'alarme a été donnée après que des radiations eurent été détectées sur les chaussures d'un employé de l'usine. De la poussière radioactive a été ensuite trouvée sur les mains de

deux autres membres du personnel - dont l'un en avait sur le visage - puis, sur les chaussures de dix-huit autres employés.

« Il est difficile de faire une évaluation quantitative pour l'instant, mais nous pensons que les risques encourus sont faibles. Le bâtiment a été fermé. Il n'y a aucune émission radioactive dans l'environnement et il n'y a pas d'indication que les ouvriers concernés aient été irradiés » a estimé le porte-parole de l'Autorité britannique de l'énergie atomique (yes Sir, compte dessus et bois de l'eau chaude !)

**Une cargaison contenant du combustible MOX, en provenance de l'usine de retraitement de Sellafield (GB), à destination de la centrale nucléaire de Beznau, dans le canton d'Argovie, doit prendre la mer (peut-être est-ce déjà chose faite en ce début décembre), à bord d'un vieux « raffiot » sans double coque.** Quand on sait ce qui est arrivé au « Prestige », on a des sueurs froides. Rappelons que le MOX - combustible à base d'oxydes mixtes d'uranium et de plutonium, issu des opérations de retraitement - non seulement complique le pilotage des centrales et le rend encore plus dangereux, mais multiplie le taux de radioactivité des déchets engendrés par les centrales qui recourent à l'utilisation du MOX en lieu et place du combustible standard le UO<sub>2</sub> (uranium faiblement enrichi). On se demande vraiment quel démon mal-faisant turlupine les nucléocrates ! (Eh bien, tiens donc, il fallait bien trouver une solution au casse-tête du stockage du plutonium dont on ne sait que faire: le recycler, c'est cool !)

**Les Japonais se lancent dans une voie sans issue : le retraitement, avec un clone de la Hague !!!**

Au Japon, le clone de La Hague fait des vagues... La Cogéma (France) pilote la construction d'une usine de retraitement. Rokkasho-Mura, localité perdue sur la côte pacifique de la péninsule de Shimokita, est l'équivalent japonais de La Hague. «Une réplique presque identique, une sœur jumelle», lâche un cadre supérieur de la Cogéma. Mais la copie japonaise est aussi le talon d'Achille du lobby nucléaire nippon, confronté à une inédite fièvre contestataire depuis l'accident tragique survenu à la suite d'une mauvaise manipulation, le 30 septembre 1999, dans la petite usine de retraitement de Tokaimura, près de Tokyo (un mort, 69 irradiés). Le 27 mai, les habitants de Kariwa, proche de la centrale de Kashiwazaki, se sont opposés par référendum à l'utilisation du très controversé Mox dans un de ses réacteurs. Mi-novembre, un autre référendum a abouti au rejet d'un projet de centrale. «Rokkasho est un non-sens économique, une bombe environnementale, un gouffre financier. Il faut tout arrêter» mitraille Shawn Burnie, le «M. Plutonium» de Greenpeace. *D'après un article très détaillé de Richard WERLY (Libération 25 novembre 2002)*

**Pourtant, les Russes semblent abandonner le retraitement !**

Contrairement au Japon, il semble que la Russie s'éloigne du retraitement ! Depuis deux ans, les Russes ne retraitent plus leurs déchets nucléaires, alors que

400 tonnes de ces déchets se sont accumulées dans l'unique usine de retraitement russe Maïak (Oural), selon le chef de la sécurité nucléaire Iouri Vichnievski. Ce monsieur, cité par le quotidien *Gazeta*, a affirmé, que le retraitement coûtait trop cher et qu'il était difficile de revendre le combustible récupéré après le retraitement. *Et ça, ContrAtom vous le dit depuis bien longtemps !!! Ah, si au moins on nous écoutait un peu plus du côté des dirigeants de cette planète, c'est fou ce qu'on économiserait comme temps et comme argent ! Mais ils ne veulent rien entendre....*

Il faut « des milliers de dollars » pour récupérer un kilo de plutonium, en retraitant du combustible nucléaire usagé, et « un chef d'entreprise normal qui sait compter l'argent n'achètera pas (ce combustible qui lui coûtera) dix fois plus cher (que le combustible neuf) », a-t-il assuré. *Et ben il a bien raison ce monsieur ! Dites, Chirac et Blair, vous écoutez ?!*

« (Le combustible nucléaire usagé) ne peut être retraité qu'une seule fois » a par ailleurs souligné M. Vichnievski. Pour les mêmes raisons, une deuxième usine de retraitement dont la construction a été suspendue il y a quelques années faute d'argent « ne sera jamais construite » a encore affirmé M. Vichnievski. « Nous n'allons jamais retraiter du combustible nucléaire. Nous n'en avons pas besoin » a conclu le responsable...

*Et puis après tout, les Russes pourraient se débarrasser de leur usine de retraitement en*

*la refourguant aux Japonais, ça, ça serait du recyclage!* (AFP, 26 nov)



**La libéralisation, c'est vraiment trop cool ! Et le retraitement à Sellafield est peut-être terminé ?!**

Vous vous souvenez sans doute de différentes informations venue d'Angleterre. Les Anglais sont, avec les Américains, les plus en avance dans le domaine de la libéralisation des marchés publics. Les trains anglais par exemple, depuis qu'ils sont privatisés sont plus chers, moins précis et surtout déraillent souvent... Ben oui c'est pas rentable d'entretenir des voies ! D'ailleurs Railtrack a fait faillite... **Et bien British Energy, entreprise privée qui gère entre autre les centrales nucléaires anglaises, était cet automne au bord de la faillite !** Cela posait un énorme problème, il paraît impossible de mettre en faillite un secteur pareil : par exemple, qui allait gérer les déchets nucléaires une fois BE fermée ? Rassurez-vous quand une entreprise libéralisée s'écroule, à qui fait-on appel ? A l'Etat bien entendu, qui rachète très cher ce qu'il avait vendu à vil prix !

Ainsi, le contribuable anglais « versera » 150 à 200 millions de livres sterling par an pendant 10 ans et contrôlera 65% des revenus de BE ! Ce n'est pas ce qu'on appelle le serpent qui se mord la queue, ça ?

La bonne nouvelle est que British Energy va également renégocier le contrat de traitement des déchets de 300 millions de livres par année qui le lie à l'entreprise publique BNFL (Sellafield...) dont elle est le premier client, et stocker davantage ses déchets plutôt que de les retraiter !

Bon sang, les Français et les Japonais sont-ils vraiment plus bêtes que tous les autres pour ne pas s'apercevoir qu'il faut en finir avec le retraitement ?! (AFP, 28 nov)

**Le 6 décembre, les députés belges ont voté l'abandon du nucléaire d'ici à 2025.** Le projet de loi prévoit la fermeture progressive - entre 2015 et 2025 - des sept centrales nucléaires en Belgique, c'est-à-dire dès qu'elles auront atteint l'âge de 40 ans. Rappelons que l'énergie nucléaire fournit actuellement 60% de l'électricité produite en Belgique.

Des incitations fiscales seront mises en place au cours des prochaines années pour promouvoir l'investissement dans des énergies alternatives.

Greenpeace s'est félicitée du choix de la Belgique qui rejoint la grande majorité des pays européens qui ont décidé de tourner le dos à l'énergie nucléaire. Seuls la Suisse, la France, la Finlande et le Royaume-Uni s'obstinent encore actuellement dans cette option. (AFP) **ACR et PG**

# Vingt ans après : relance du nucléaire aux Etats-Unis ?

Profitant de la dérive du pouvoir vers la droite extrême aux Etats-Unis, le lobby de l'industrie nucléaire essaie de relancer une industrie moribonde depuis plus de vingt ans. L'offensive se déroule sur plusieurs plans.

## Restriction des droits des citoyens

Le lobby se plaint qu'une des causes du coût exorbitant du nucléaire réside dans les délais souvent très longs de construction provoqués par les enquêtes publiques et recours. Solution : les supprimer ! Un projet de loi a été rédigé qui prévoit une autorisation en une seule étape, qui ne serait pas susceptible de recours.

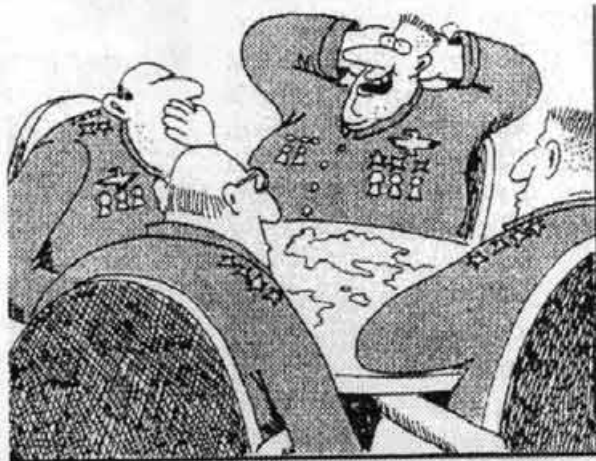
## Subventions publiques pour le nucléaire

Un comble pour ce capitalisme dont l'idéologie se veut pour le marché et la privatisation, le lobby sollicite à présent des financements publics sans intérêt, des exemptions d'impôts et/ou des garanties publiques en cas de déficit, car il reconnaît que de nouvelles centrales nucléaires ne seraient pas viables économiquement si elles devaient se financer sur le marché !

## Nucléaire subventionné par respect de l'environnement !

Et par dessus le marché (c'est le cas de le dire), les nucléocrates comptent recevoir des subventions via le fameux marché des «droits à polluer» («carbon trading»). Les centrales nucléaires pouvant vendre ces «droits à polluer» - étant donné qu'elles émettent très peu de CO<sub>2</sub> (les pollutions radioactives tout au long de la chaîne de production du nucléaire, on n'en cause pas !) - les centrales à charbon leur achèteraient pour avoir le droit de continuer à émettre du CO<sub>2</sub>.

Plus généralement, le gouvernement états-unien est prié de ne plus subventionner les énergies renouvelables, mais les énergies «non-polluantes», en incluant le nucléaire.



"On the other hand, gentlemen, what if we gave a war and EVERYBODY came?"

## Une « solution » pour les déchets nucléaires imposée par l'Etat central

La Chambre des représentants a approuvé un projet soutenu par Bush consistant à créer dans le Nevada un énorme dépôt de déchets nucléaires pour tout le pays, malgré la vive opposition des habitants. Le projet prévoit de stocker sur le site de Yucca Mountain (Nevada) la totalité des déchets nucléaires américains ce qui représente environ 77 000 tonnes. Les déchets seraient enfouis dans des galeries creusées à 400 mètres sous terre.

Actuellement, les déchets nucléaires sont entreposés dans 131 sites disséminés dans 39 Etats. Le Gouverneur du Nevada, M. Kenny Guinn qui, comme toute la classe politique de l'Etat et les indigènes (les plus directement concernés...), s'est battu bec et ongles contre le projet, a affirmé avoir perdu la bataille mais pas la guerre: «Nous continuerons notre bataille au Sénat, qui doit encore voter le projet, et en même temps devant la justice» a-t-il déclaré dans un communiqué. Il a indiqué que ce projet deviendrait un problème national car les 77 000 tonnes de déchets nucléaires devront circuler sur des autoroutes traversant 43 Etats où habitent 123 millions de personnes.

## Apocalypse nucléaire évitée de justesse

Pourtant la centrale de Davis-Besse - un réacteur de 900 MW situé à proximité de Toledo-Ohio - a prouvé, une fois encore, l'existence des dangers non maîtrisés du nucléaire. Une fuite d'acide borique a, de manière inattendue, pratiquement rongé sur une profondeur de quinze centimètres

l'acier constituant le couvercle de la cuve du réacteur. Lorsque la cavité a été découverte en février, il restait moins d'un centimètre (0,9375cm) d'acier. L'acide borique est ajouté au liquide primaire qui circule dans la cuve de tous les réacteurs à eau pressurisée (PWR). La France, avec plus de 55 réacteurs PWR, connaît ce syndrome - nommé «fissuration des traversées de couvercle de cuve» - qui menace l'industrie tout entière.

## Nucléaire civil et militaire, complicités criminelles...

Cette relance du nucléaire civil n'est pas surprenante de la part de Bush. En effet, lui et un nombre impressionnant de ses ministres sont directement redevables à l'industrie du pétrole pour leurs fortunes, et les monopoles du pétrole (Exxon en tête) contrôlent aussi le marché de l'uranium. Enfin, pour les faucons de l'administration Bush, le nucléaire civil accompagne leur campagne de re-escalade nucléaire et militaire. Bush a renié pratiquement tous les traités limitant la course aux armements. En Afghanistan, on a assisté à une première tentative de justifier l'utilisation d'armes tactiques nucléaires. Et surtout, le nucléaire civil produit, parmi ses déchets radioactifs, des tonnes d'uranium appauvri dont la US Army dispose pour arroser l'Irak, la Yougoslavie, l'Afghanistan etc. Stopper l'impérialisme US est aussi une priorité pour la sauvegarde de la planète !

Olivier de Marcellus

# Energies renouvelables: quoi de nouveau?

## Energie éolienne

Au Danemark, les «fermes éoliennes» fournissent 15 % de l'énergie consommée dans le pays. Leur production a été multipliée par 100 en quinze ans. La modernisation et le développement des centrales existantes se poursuit ainsi que l'exploitation d'installations en pleine mer.

En Allemagne, le nombre d'éoliennes a triplé ces trois dernières années. Actuellement, ce sont 11 440 installations qui produisent 8750 mégawatts (MG) couvrant les 3.5% des besoins en électricité du pays. L'ensemble des énergies renouvelables couvrant les 7.5 % de la consommation du pays. L'Allemagne est le plus gros producteur mondial d'énergie éolienne devant l'Espagne et les Etats-Unis.

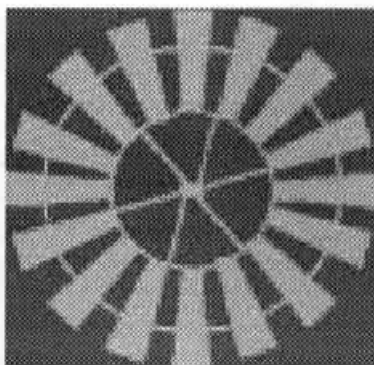
L'avenir passe par la modernisation des parcs de moulins de la première génération et le développement de parcs en haute mer, les éoliennes «offshore».

L'Allemagne débutera en 2003 son premier parc «offshore» à 45 km des côtes, en mer du Nord.

En Irlande, le gouvernement a donné son feu vert pour la réalisation, au sud de Dublin, de la plus vaste ferme éolienne au monde. La construction terminée comprendra 200 turbines produisant 520 MW soit les 10% de l'énergie électrique consommée.

En Espagne, les installations existantes, construites dès les années 1990, comprennent maintenant 199 turbines d'une capacité de 124 MW installées le long de la crête de la sierra de Guerinda en particulier, dans la province de Navarre. Elle couvre les 40% de la consommation électrique de cette région.

L'Office fédéral de l'énergie estime le prix de revient du courant éolien dans une fourchette comprise entre 6 et 10 ct/kwh. A titre de comparaison, le courant produit par une centrale nucléaire depuis 1984, par exemple Leibstadt, revient à 11.6 ct/kwh. Auxquels il faut ajouter la gestion des déchets, les frais



de démantèlement et les risques non couverts par les assurances. Le nucléaire est au moins deux fois plus cher que l'électricité éolienne.

## Energie solaire

L'énergie solaire est en train de rattraper son retard : ses détracteurs d'hier investissent dans la recherche, les producteurs d'électricité profitent de la sensibilité croissante des consommateurs pour leur proposer du courant vert (solaire-hydraulique).

La Suisse mise sur le courant solaire. 50 000 m<sup>2</sup> de cellules photovoltaïques ont été installées ces cinq dernières années, 30 000 ménages et entreprises sont abonnés à 4 millions de kwh de courant solaire – ou contenant une part importante de solaire.

Le prix de revient des installations photovoltaïques ira en diminuant dès que le marché sera dynamisé en Europe, en particulier par une politique d'incitation telle que celle mise en œuvre en Allemagne par le programme «100 000 toits».

En Belgique, mise au point d'un générateur électrique solaire (principe Fresnel appliqué au miroirs). En production de masse, prix compris entre 4 et 7.5 centimes d'euro le kwh. Puissance, jusqu'à 800 MW.

En Australie, un projet audacieux est sur le point d'être mis à exécution. Soit la construction d'une tour en béton armé précontraint de 130 m de diamètre et d'une hauteur de 1000 m, entourée de panneaux solaires couvrant une superficie de 5 km<sup>2</sup>. Elle tirera son énergie de la vitesse ascensionnelle de l'air chaud pulsé à l'intérieur de la che-

minée, flux d'air qui actionnera les 32 turbines situées à la base de la tour. La production, jour et nuit, avec une puissance maximale de 200 MW permettra d'éclairer 200 000 foyers.

Le site choisi par les promoteurs et le gouvernement fédéral se trouve à Buronga à la frontière des Etats de Victoria et de Nouvelle-Galles du Sud. Ce programme a été classé prioritaire par le ministère fédéral de l'industrie du pays.

## Le bois sera une énergie de demain

En 2000, les chauffages à bois de la Suisse ont consommé 2.4 millions de m<sup>3</sup> de bois, ce qui a permis d'économiser 500 000 tonnes de mazout, épargnant ainsi chaque année 1.5 millions de tonnes de CO<sup>2</sup> à l'atmosphère. Le potentiel théorique se situe entre 5.5 et 7 millions de m<sup>3</sup>.

## Biomasse

En Bretagne, à LANNILIS (Finistère), va être construite une station de méthanisation capable de produire de l'électricité «verte» à partir du lisier de porcs. L'usine permettra de produire chaque année 12'000 MW d'électricité, soit l'équivalent de la consommation d'une ville de 2500 habitant-e-s.

(L'utilisation du lisier de porcs est un sujet sensible en Bretagne, région qui compte 12 millions de porcs et affiche quelques 80'000 tonnes d'excédents d'azote.)

En Angleterre, la première centrale britannique à produire de l'électricité à partir de la bouse de vaches et d'autres excréments d'animaux va démarrer sa production dans les prochaines semaines. La centrale va recycler 1.6 million de tonnes d'excréments par an. Leur fermentation permettra de produire jusqu'à deux mégawatts par jour.

## Gino Nibbio

Sources: argumentaire «sortir du nucléaire» préparé en vue des votations en Suisse en 2003, Association «sortir du nucléaire» France P. Braud

## Une nouvelle secrétaire à ContrAtom!

Pour ceux qui l'ignoraient encore, notre cher secrétaire Cyril, avant son départ pour le Canada, nous avait annoncé sa démission, étant donné qu'il devenait difficile de concilier ses nombreux voyages (ah, ces jeunes... !) avec le secrétariat de Contratom. En plus de ses passions ornithologiques, Cyril est un expert pour organiser des visites de baleines en Egypte ou de pyramides au Canada (ou l'inverse, je ne sais plus).

**Je saisis l'occasion de le remercier pour les excellents services rendus à la patrie - si j'ose dire - pendant plusieurs années, comme par exemple la création (!!!) et l'entretien du site de contratom.ch ou la maquette du journal etc !** Nous sommes sûrs qu'il ne nous abandonnera pas et qu'il aura encore le temps de participer au comité pendant ses trop brefs séjours à Genève, même en tant que simple membre !

Venons-en à notre nouvelle secrétaire. Pour éviter à Anne-Cécile d'être la seule femme à bord du comité, nous avons été obligés, tels des socialistes genevois, d'engager une femme comme secrétaire de ContrAtom ! **Rassurez-vous, je plaisante, c'est uniquement pour ses compétences** que nous avons engagé Fabienne Gautier ! En effet, Fabienne a, entre autres qualités, une licence en lettres et une grande expérience de secrétariat dans le milieu associatif. Elle est, depuis cinq ans, l'assistante politique d'une formation genevoise et a ainsi démontré qu'elle avait les multiples et indispensables qualités pour succéder à Cyril !

C'est donc elle qui désormais répondra à vos téléphones (le numéro reste inchangé). Elle a également un accès rapide aux armoires de ContrAtom, dans l'arcade Castafiore à Montbrillant, si vous êtes à la recherche de documentation.

Rajoutons qu'en tant que membre de la Castafiore, elle a subi un entraînement intensif et spécialement adapté qui devrait lui permettre de supporter l'anarchie propre aux réunions du comité de ContrAtom...

**En parlant de réunion, pourquoi ne pas venir nous trouver, un mercredi soir par quinzaine, pour nous apporter vos idées, votre enthousiasme, vos compétences ? Car honnêtement on manque souvent de militants, alors qu'il y a tant à faire, qu'on pourrait faire plus... et mieux !**

Et, pour terminer, comme vous ne l'ignorez pas : payer une secrétaire, même pour un modeste 30%, implique de disposer d'un minimum de moyens financiers... Nous avons donc besoin de gens prêts à verser régulièrement une petite somme (mentionner « salaire permanent » sur le bv), mais comme nous avons l'esprit très ouverts, nous accepterons aussi les grosses sommes...

**Philippe Gobet**

JAB  
1211 Genève 8  
PP (Journal)  
CH-1211 Genève 8

## ContrAtom a perdu un ami

Etienne Renaud, qu'à Contratom on appelait affectueusement Titi, avait été de tous les combats au temps de notre lutte contre Superphénix. Puis, il était parti faire son service civil à Montpellier. Parfois, on se retrouvait encore, le temps d'une manif, à Creys-Malville, Lyon, Dijon ou ailleurs.

Par la suite, on s'était un peu perdu de vue, mais pas vraiment : une carte, postée d'un pays lointain, nous arrivait ça et là, avec un petit signe amical de Titi.

Nous ne recevrons plus de carte d'Etienne : il est hélas parti pour un autre voyage ! Ce soir, à ContrAtom, on a le cœur gros. Nous avons sorti les anciennes photos et nous nous souvenons de Titi. On le voit, là dans le train, affairé à colorier le panneau Stop Malville.

Ici, il a une pancarte autour du cou, nous sommes dans le funiculaire qui nous mène au Poly de Zürich pour contester une conférence de nucléocrates.

Là encore, on aperçoit Titi au milieu d'une manif au Molard, un 14 juillet : on protestait contre les essais de Chirac. Et puis, c'est devant Superphénix : on est assis dans l'herbe, on pique-nique, on se marre, Titi a l'air heureux, il a un beau sourire...

Où que tu sois, Etienne, sois bien !

Nous pensons à toi !

A ta famille aujourd'hui dans une si grande peine, nous adressons nos pensées solidaires et très émues.

**Toute l'équipe de ContrAtom**

